

Le Livre blanc du BCRA

[Première partie]

édition établie par Patricia Gillet,
responsable du pôle Seconde Guerre mondiale,
département de l'Exécutif et du Législatif
aux Archives nationales, 2011

© Archives nationales, 2015. Tous droits réservés.

Toute citation, même partielle, de cette source devra être faite sous la forme suivante :

GILLET (Patricia), éd., *Le Livre blanc du BCRA*, édition électronique,

Archives nationales, 2015

http://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_053686

Introduction [générale]

Le 18 juin 1940, le général de Gaulle créait le symbole, le principe et l'attitude autour desquels allait naître, vivre et s'épanouir la Résistance française. Puis vinrent les quatre années de lutte. Quatre ans pendant lesquels la France libre, puis la France combattante se donnèrent pour tâche de prouver par des actes et par des témoignages irréfutables qu'aux côtés des Alliés en guerre, défendant la même cause, combattant et mourant pour les mêmes idées, la France véritable, c'est-à-dire dans son immense majorité le peuple de France, était prête à reprendre la lutte et, une fois la victoire venue, à reprendre dans les conseils pacifiques des nations sa place de grande démocratie.

Techniquement, il y avait pour le général de Gaulle trois solutions possibles en juin 1940 : il pouvait se mettre à la disposition du haut commandement britannique et exhorter ses compagnons de la première heure à imiter son exemple ; il pouvait aussi se faire l'agent recruteur de l'armée britannique en constituant à son profit une légion française qui eût trouvé dans le cadre du commandement anglais une place analogue à la légion belge, hollandaise, polonaise ou tchécoslovaque ; il pouvait enfin, grâce à une intuition patriotique à peu près unique dans l'histoire, se considérer comme responsable de la France tout entière, sentant qu'elle ne s'engageait que sous la pire des contraintes dans la voie sans gloire du gouvernement de Vichy et que les meilleurs de ses enfants ne cesseraient jamais de lutter ni d'espérer.

Pour simple, ferme et droite que fût cette solution, elle n'en mettait pas moins le général de Gaulle en face de problèmes d'une ampleur incalculable ; problèmes dont le noyau est toujours le même : la disproportion éclatante entre l'appoint apparent de la France libre et l'appoint véritable de la France « gaulliste ». D'un côté, quelques bataillons et quelques bateaux, de l'autre, des millions de combattants éventuels, des milliers de héros en puissance.

Pour convaincre l'Angleterre, toujours sceptique, de l'existence et de la valeur de cet appoint véritable, il fallait donc dès l'abord mettre sur pied un organisme susceptible de prendre contact avec la France envahie, de la soutenir, de l'armer et d'orienter son ardeur patriotique selon les voies les plus compatibles avec l'intérêt de la guerre et la cause alliée.

Encore fallait-il, pour répondre à la conception du général de Gaulle, que cet organisme fût à la fois bien outillé et indépendant, qu'il s'imprègne au maximum de l'esprit et de l'atmosphère même de la France, sans perdre le contact avec les exigences et les désirs du commandement allié. Double tâche d'adaptation qui exigeait de ses chefs et de tous ses animateurs autant d'audace que de ténacité. Chaque fois que les conditions en France évolueraient, chaque fois que le haut commandement réviserait ses plans, une évolution correspondante devra[it] s'accomplir au sein de cet organisme, afin de rester toujours pour les Alliés un miroir fidèle de la France résistante, pour les Français l'interprète scrupuleux des volontés de l'état-major allié.

C'est ce que s'efforça d'être, au cours de ses cinq années d'activité sans relâche, ce qui s'appela successivement le 2^e bureau, le SR, le BCRAM et le BCRA.

Première partie

Prise de contact avec la France Juillet 1940-octobre 1941

Chapitre I

2^e bureau et *Intelligence Service*

Dès que le général de Gaulle eut décidé de confier à une équipe de jeunes de la division de Norvège le commandement¹ du 2^e bureau de son état-major et la mission d'y créer aussi rapidement que possible un SR sur la France, le problème se posa à eux de prendre contact avec les services secrets britanniques, afin d'obtenir d'eux les moyens d'action nécessaires.

Il faut se représenter clairement l'extraordinaire indigence de ce 2^e bureau au mois de juillet 1940, composé de 4 officiers et 2 sous-officiers, dont aucun n'était un technicien des services secrets, sans moyens propres, sans filières déjà organisées en France, ayant tout à construire, mais animé de l'enthousiasme et de la confiance inébranlable sous le signe desquels est née la France libre.

Bien entendu, le premier réflexe des services britanniques fut d'accueillir ces bonnes volontés dans le cadre éprouvé, spécialisé, routinier de son *Intelligence Service* et il faut reconnaître qu'à cette époque la résistance farouche qu'opposa le 2^e bureau à se laisser absorber par cette vénérable institution dut paraître inexplicable à nos amis anglais. Et pourtant, cette position, conforme à l'idée maîtresse du général de Gaulle, devait apparaître dès 1942 non seulement comme la plus féconde, mais comme la seule valable et ceci à cause du terrain très particulier qu'était la France envahie au point de vue des services secrets.

Nous reviendrons en détail sur la manière dont se présentait ce terrain, mais il est évident en tout état de cause qu'il ne s'agissait pas d'y « entretenir des agents », qu'il fallait au contraire s'y mettre en rapport avec des patriotes et que tout ce que l'on était en droit de leur offrir en échange de leur aide, c'était l'espoir de retrouver une France libre, c'est-à-dire de recouvrer à la fois leur honneur et leur patrie.

Ce côté sentimental, mais essentiel, de la question devait apparaître moins clairement aux techniciens du *War Office* qu'aux officiers du général de Gaulle. Ceux-ci obtinrent cependant un statut d'autonomie et les bases du travail commun furent fixées.

Ce qui intéressait principalement les services britanniques, c'était de renforcer de cet apport nouveau le service de renseignements britannique en France, que la rapidité de l'avance ennemie avait fortement ébranlé. Aussi se montrèrent-ils disposés à faciliter la tâche du 2^e bureau de la France libre, de même qu'ils acceptèrent le concours des services de renseignements belges, polonais et tchécoslovaques. Mais, alors que ces SR pouvaient s'appuyer sur un gouvernement reconnu à Londres pour bénéficier d'une autonomie et de

¹ Variante au crayon dans l'interligne : la direction.

concours importants, le 2^e bureau du général de Gaulle eut à souffrir des hésitations de la politique britannique, longtemps encline à garder le contact avec Vichy, plutôt que de reconnaître exclusivement le chef de la France libre.

En dépit de ces difficultés, le 2^e bureau se mit au travail en juillet 1940 et s'efforça aussitôt de monter les premières missions de renseignement en France. Outre cette source d'informations encore peu abondante, il recueillait le témoignage souvent précieux des volontaires alliés, qui apportaient chacun de son village, de son usine, de sa région, des renseignements sur l'occupant.

La nécessité d'un service de renseignements unique pour toute la France libre devint bientôt évidente. Si l'opportunité pour les différentes armes, terre, marine et aviation, de disposer de 2^{es} bureaux d'exploitation autonomes n'était pas contestable, la recherche même du renseignement par interrogatoire ou par mission ne pouvait qu'être unifiée au sein d'un organisme central. En effet, en dehors même des raisons de commodité ou de rapidité, les liaisons avec les services britanniques militaient en faveur de cette unification, car il ne pouvait être que dangereux et malcommode d'établir avec chaque service britannique plusieurs liaisons concurrentes.

En avril 1941, le service de renseignements acquiert son statut et se trouve dès lors le seul organisme de la France libre à traiter avec la section *MI 6* de l'*Intelligence Service* spécialiste de la France.

Il faut observer cependant que la section *MI 6* conserva toujours des missions autonomes de renseignement tenues soigneusement séparées des missions de la France combattante. Ces missions touchaient elles aussi des patriotes ignorant du reste très souvent que leur travail n'atteignait pas les services du général de Gaulle et n'était par conséquent pas porté au crédit de la France.

Mais ce qui les distingua toujours des missions françaises, c'est qu'elles avaient des objectifs localisés et précis, au lieu que l'effort constant des missions de la France combattante était de réveiller chez les Français le sens patriotique et de les faire participer de manière unifiée et organisée, comme un tout responsable, à l'effort de guerre et à la cause de la Victoire.

Chapitre II

Organisation du SR

En juillet 1940, le deuxième bureau avait occupé deux petites chambres dans *St-Stephen's House*, à Londres, où se trouvait logé tout l'état-major encore très embryonnaire du général de Gaulle. Dès les premières missions, la nécessité d'un local plus important se fit sentir. Pauvre en immeubles, la France libre était également pauvre en personnel, car la plupart des volontaires qui avaient rejoint le général de Gaulle ne voulaient pas se laisser convaincre de faire un travail de bureau. Tous aspiraient à combattre et ce ne fut que par la promesse de les envoyer éventuellement en mission en France que le SR trouva des recrues. Le 1^{er} janvier 1941, il s'installa à *St-James' Square*, à proximité de *Carlton Gardens* où se trouvait l'état-major du général de Gaulle.

Dès l'abord, la nécessité de ne pas se cantonner dans le travail de renseignement apparut au chef du SR. Il importait de s'adresser à la masse des Français demeurés fidèles à leur tradition et à leur alliance, de leur rendre, en même temps que l'espoir, le goût de l'action, mais aussi la possibilité d'agir efficacement et de profiter de leur situation sur les arrières et dans les lignes mêmes de l'ennemi pour orienter leurs activités dans un sens favorable à la stratégie alliée.

Chapitre III

Premières missions

Les premières missions envoyées en France visent un double objectif : d'une part, assurer le contact entre le territoire national et le mouvement « gaulliste », permettre à ceux qui prétendent représenter la volonté du pays de parler réellement en son nom, malgré la distance de l'exil.

D'autre part, fidèle à l'engagement pris de maintenir la France en guerre, poursuivre un but directement militaire : la recherche du renseignement et du renseignement militaire. Les circonstances mêmes suggèrent cette idée. Parlant la langue du pays, au courant de ses usages, disposant de nombreuses complicités, volontaires ou inconscientes, l'agent de renseignement doit réunir avec des risques réduits une somme abondante d'informations.

Or, ces informations sont extrêmement précieuses. Les îles britanniques sont directement menacées d'invasion et ne disposent pour se défendre que de forces très réduites, quelquefois insignifiantes. Leur seule chance est d'appliquer au bon endroit ces maigres armes. Le déplacement d'un *Scharnhorst* à Brest, le cantonnement à Granville d'une division de parachutistes, le nombre d'appareils attachés à un terrain d'aviation sont des renseignements d'importance capitale.

Incapable de prendre l'initiative générale des opérations, la Grande-Bretagne ne peut se permettre d'agir qu'à coup sûr.

Première mission Mansion

C'est à ces réflexes de défense que répondent les toutes premières missions. Le 17 juillet, moins d'un mois après l'appel du général de Gaulle, le sous-lieutenant Mansion part pour la France. Connaissant parfaitement la Bretagne, où vit sa famille, il a pour mission de parcourir la région sous couleur d'affaires commerciales pour recueillir tous les renseignements susceptibles de déterminer le dispositif ennemi et d'orienter la défense britannique.

Il ne peut être question encore de confier un poste radio à ce premier agent, lancé, pour ainsi dire, à l'aveugle. Mansion devra se débrouiller pour revenir en Angleterre par ses propres moyens, le jour où son dossier sera suffisamment fourni.

Mansion s'embarque le 17 juillet. Une première tentative de débarquement par vedette rapide échoue. Un bateau monté par deux pêcheurs de Bénodet, portant un moteur de 15 CV, le dépose dans les batteries allemandes du cap de la Chèvre. Durant deux mois et demi, il parcourra sa Bretagne, observant et notant. En septembre, ayant mis au point ses observations, il décide de rentrer en Angleterre. Il va trouver à Camaret un patron pêcheur qui l'emmène sur sa barque.

Première mission Saint-Jacques

Quinze jours après Mansion, le 3 août, 2 autres officiers, le capitaine Duclos, *alias* Saint-Jacques, et le capitaine Corvisart s'embarquent à Portsmouth sur une vedette rapide de la *Royal Navy*. À 4 heures du matin, le 4 août, arrivés à 3 kilomètres de la rive, ils quittent la vedette et montent dans un canot qu'ils poussent jusqu'à la côte. À 5 h 30, par marée basse, ils débarquent au pied de la falaise de Saint-Aubin près de Langrune au nord-est de Bayeux.

Par malheur, la vedette, sitôt fait son demi-tour, a remis plein gaz pour s'éloigner de la côte, et ce vacarme a donné l'éveil aux postes d'écoute et d'observation de la côte. L'alerte a été donnée. Ils entendent de la plage les clairons allemands et les coups de sifflet. Ils réussissent pourtant à éviter les patrouilles et les factionnaires, bientôt égrenés le long de la côte tous les cinquante mètres, et à gagner une maison connue. Entre-temps, ils ont coulé leur canot et, pour éviter les soupçons, caché les pigeons voyageurs qu'ils avaient apportés dans un creux de la falaise au-dessous d'un poste de vigie allemande. Mais les Allemands ont pu retrouver le canot, venu s'échouer sur la côte. Ils ont découvert les pigeons et lorsque Saint-Jacques essaie de les récupérer, il observe qu'une souricière y est installée.

Durant 8 jours, les Allemands multiplient les patrouilles dans le pays, mais Saint-Jacques, qui en connaît tous les coins, réussit à les éviter et commence dès lors à établir le relevé des forces d'occupation dans la région.

Cependant, le capitaine Corvisart devait repartir le 8 août. Déjà, en effet, l'on avait fixé à ces missions des objectifs précis. Il ne suffisait pas d'envoyer à l'aventure quelques audacieux. Tandis que Saint-Jacques devait s'installer en Normandie, pour, de là, établir un réseau destiné à couvrir des zones importantes, Corvisart devait ramener les premières informations recueillies sur le dispositif ennemi. De plus il devait rendre compte des circonstances et des difficultés du débarquement, de façon à faire profiter les opérations postérieures de ses premières expériences.

Malgré les mesures de surveillance déclenchées par leur arrivée, dans la nuit du 7 août à 1 heure, les deux officiers se rendent à la côte. De 1 h 30 à 5 heures, ils répètent les signaux convenus. En mer, brume légère. Vers 4 heures du matin, ils entendent la vedette repartir. Les nuits suivantes, aux mêmes heures, ils recommencent leurs signaux sans plus de résultats.

Ainsi se heurtait-on dès ces premières tentatives à l'obstacle qui allait, durant toute l'Occupation, rester l'obstacle majeur : le problème des liaisons. Du personnel, on n'en manquera jamais, les renseignements affluent toujours. Mais la grosse difficulté sera de les transmettre rapidement. Il faudra des mois d'efforts et d'échecs avant que puissent fonctionner des liaisons régulières.

Ne pouvant rembarquer par le moyen prévu, le capitaine Corvisart finira par passer en Espagne, puis à Lisbonne, d'où il regagnera Londres le 15 janvier 1941. Quant au capitaine Saint-Jacques, il parcourra la France durant 5 mois, de Paris à Biarritz et de Cherbourg à Annemasse, franchissant la ligne de démarcation au pont de Moulins sous les balles allemandes, notant au passage les observations, surtout prenant partout des contacts et créant ainsi un véritable réseau d'information, prêt à fonctionner le jour où des liaisons permettront de transmettre à Londres leurs observations. Ceci fait, il s'embarque pour Oran, passe à Casablanca, d'où il réussit à embarquer sur un vapeur portugais qui l'amène à Lisbonne. Le 24 décembre 1940, il est de retour à Londres.

L'organisation de la mission Raymond

Ces trois expériences montraient bien le nœud du problème. S'il apparaissait relativement facile à quelqu'un connaissant bien la côte de débarquer en France, d'y recueillir des informations et d'emporter des adhésions précieuses, il fallait, pour mettre à profit ces efforts,

établir des liaisons sûres et régulières. Les rendez-vous convenus d'avance, tel celui de Langrune, se révélaient toujours aléatoires. Déjà, évidemment, l'on songeait à la radio. Mais la mise en route elle-même d'un poste émetteur exige une série de conventions et d'accords préliminaires, qu'on ne pouvait obtenir qu'avec un système de courriers périodiques.

La voie maritime semblant peu favorable, c'est à une frontière terrestre qu'on songea. Par l'Espagne, encore neutre malgré ses sympathies pour l'Axe, la France est encore accessible. C'est d'Espagne que vont partir les 2 missions destinées à devenir les 2 plus fécondes du SR De Gaulle : la mission Raymond et la mission Lucas.

Raymond (il s'appelle en réalité Gilbert Renaud², mais se nommera tour à tour Rémy, Jean-Luc, Roulier) est un producteur de films. Il avait entrepris en 1939 la réalisation d'un film sur Christophe Colomb. Sitôt l'armistice du 25 juin signé, la société qui a financé l'entreprise lui télégraphie à Londres de rejoindre l'Espagne pour se remettre au travail. Sa présence en Espagne sera donc toute naturelle.

Une fois là, il lui faudra utiliser les nombreuses relations qu'il y possède pour obtenir le moyen de rentrer en France, et surtout, une fois rentré, de revenir en Espagne.

Raymond arrive en Espagne, à Madrid, le 16 août. Il y prend aussitôt contact avec l'ambassade britannique qui transmettra ses messages à Londres. C'est là le plus facile. Encore faut-il les faire parvenir à Madrid. À organiser les passages de son courrier à travers les Pyrénées, Raymond consacre tout l'automne 1940. Il met au point également l'acheminement à travers la frontière d'un poste émetteur que promet Londres et le recrutement d'un opérateur. Entre-temps, il prend des contacts en Espagne et recueille par les voyageurs arrivés de France nombre de renseignements intéressants qui permettent à l'état-major de Londres de se faire une idée de la situation et de l'atmosphère du pays sur lequel il doit travailler.

La première mission Lucas

En même temps que celui de Raymond, les services de Londres organisaient le départ de Lucas. Le capitaine de chasseurs Pierre Fourcaud appartient à un bataillon qui revient de Norvège, ce qui justifie son absence de France depuis l'armistice. Directeur technique d'une société pétrolière, il possède de nombreux contacts en France et en Espagne. En septembre, il quitte Londres pour Madrid, y retrouve Raymond en train d'organiser ses courriers. Il profitera pour son compte du système de liaisons de Raymond. En novembre, il est en France, multipliant les rencontres, en particulier dans les milieux de Vichy, prenant la température du pays, jetant les bases d'une organisation. En décembre, il repasse en Espagne, d'où il regagne Londres le 23 décembre, où il présente le rapport de cette première mission.

La naissance des réseaux

Décembre 1940 marque une étape. Avec le retour en Angleterre de Mansion, Lucas, Saint-Jacques et Corvisart s'achève cette première période, marquée essentiellement par la reprise de contact entre l'état-major français de Londres, coupé du pays, et la France. Des renseignements précieux ont déjà été transmis, des adhésions enthousiastes ont été recueillies, mais il n'existe point encore de chaînes d'informateurs, des liaisons régulières, de groupement organisé.

L'état-major de Londres est maintenant au courant des réactions françaises, en mesure d'orienter une politique, mais ne peut encore fournir à l'état-major britannique une contribution positive à l'effort de guerre, un courant régulier et continu d'informations militaires.

Décembre 1940 marque la naissance des premiers réseaux.

² En fait, Gilbert Renault.

Le réseau d'Estienne d'Orves

Si l'on peut parler du réseau d'Estienne d'Orves, c'est précisément que l'on y trouve pour la première fois tous les éléments constitutifs de ces organisations : une « centrale » chargée de rassembler les informations, la communication régulière d'une part avec Londres, d'autre part avec un certain nombre d'informateurs.

Les premiers agents de ce réseau viennent de Londres. C'est d'abord un sous-officier, Jean Doornik, débarqué dans le courant d'octobre, près de la pointe du Raz, par le *Marie-Louise*, un langoustier de Camaret qui a rejoint l'Angleterre en juin. C'est ensuite le sous-lieutenant Mansion, à peine revenu de sa première mission, qui remonte sur la *Marie-Louise* et débarque le 6 décembre à Brezellec, accompagné du sous-lieutenant Barlier. Tous trois sont chargés de prospecter chacun une zone. Doornik a pour secteur la région parisienne, où il doit pénétrer les milieux industriels. Barlier doit prendre contact avec les éléments intéressants des services et des ministères à Vichy. Quant à Mansion, il retrouve en Bretagne les bases qu'il a jetées à son premier séjour.

À ces trois groupes, le capitaine de corvette Honoré d'Estienne d'Orves doit servir de centre. Le 22 décembre, la *Marie-Louise*, une fois de plus, franchit la Manche et le débarque à Plogoff, tout près de la pointe du Raz. D'Estienne d'Orves amène avec lui un poste émetteur et un opérateur radio. Il se rend à Nantes d'où, le jour de Noël, il transmet à Londres le premier message radio expédié par un Français à l'état-major français de Londres.

Durant un mois, d'Estienne d'Orves poursuit sa mission, parcourant personnellement tout le sud de la Bretagne, retrouvant Mansion à Rennes, Doornik à Paris. Il attendait Barlier à Nantes, où il avait installé son PC et son radio, quand il y fut arrêté, le 21 janvier 1941. Avec lui furent arrêtées une dizaine de personnes, collaborateurs ou amis qui l'hébergeaient. Le radio qui l'avait dénoncé, continuant à trahir, ne cessa pas d'émettre, trompant ainsi Londres. C'est ainsi qu'il fut décidé d'expédier à d'Estienne d'Orves un nouvel émetteur et un second radio. Le 6 février, la *Marie-Louise* appareillait à nouveau pour la France. Un épais rideau de brume et son compas dérégulé la contraignirent à faire demi-tour. Le 14 février, elle repartait. Les Allemands, prévenus par le radio du lieu et de la date de l'arrivée en France, postèrent deux patrouilleurs en mer. Le 15 février 1941, vers 13 heures GMT, à 20 ou 30 mètres au large de Brest, la *Marie-Louise* est arraisonnée ; son équipage et l'opérateur radio sont arrêtés, mais ils ont eu le temps de faire disparaître les papiers et le poste. D'Estienne d'Orves, d'abord emmené en Allemagne, fut ramené en France en juin 1941, condamné à mort après avoir durant toute l'instruction revendiqué la totale responsabilité de toute l'affaire. Le 29 août 1941, il fut exécuté à Paris, avec Barlier et Doornik. Toutes les autres personnes arrêtées furent condamnées à la déportation.

Débuts de Raymond en France

À l'heure où disparaissait le réseau d'Estienne d'Orves, un autre groupe était en train de se former, destiné à une énorme extension. Le 8 novembre, Raymond, ayant franchi la frontière, était arrivé en France. Il laissait à Madrid un correspondant, Henri, qui n'est autre que le consul de France à Madrid, M. Pigeonneau, chargé d'assurer la transmission de ses courriers et de ses messages à l'ambassade britannique. Grâce en particulier à Madame Pigeonneau, qui fit plusieurs passages, Raymond peut faire parvenir régulièrement à Madrid le résultat de son voyage. Le 1^{er} décembre, il envoie le plan des objectifs à bombarder à Bordeaux, La Pallice, Nantes, Vannes. Il poste des observateurs dans le port de Bordeaux, à Angoulême, à Vannes, à Lorient, à La Pallice. Le 1^{er} décembre, il envoie le plan des objectifs à bombarder dans plusieurs ports de l'Atlantique. Le 9, ce courrier, le RZ 1, premier d'une série qui montera jusqu'à 70, quitte l'Espagne par la valise diplomatique britannique. La liaison régulière est

désormais assurée. Elle ne cessera plus. Le 15 janvier, quand Raymond reviendra en Espagne, il aura déjà rédigé 11 rapports, expédiés en Espagne par trois envois.

Toutefois, cette voie demeure lente. Elle demande au minimum 10 jours, dans les conditions les plus favorables, quand il est possible de faire coïncider le passage de la frontière franco-espagnole et le départ de la valise britannique. La seule solution est le poste radio.

Le problème de la radio

Question plus complexe qu'elle ne paraît. L'industrie britannique ne peut fournir qu'un nombre minime d'appareils propres aux émissions clandestines. Les premiers disponibles sont destinés aux services britanniques, qui ont eux aussi commencé à envoyer des missions en territoire français. Finalement, l'état-major français obtient deux postes : l'un destiné à Lucas, nommé Roméo, l'autre destiné à Raymond, nommé Cyrano.

Mais, le poste en mains, encore faut-il trouver un opérateur. Parmi les quelques soldats ou marins de la France libre, il y a bien quelques radios, mais la chasse aux sous-marins ennemis et la protection des convois prennent à l'amirauté française tout le personnel disponible. Le problème du personnel radio capable d'être envoyé en mission restera l'un des plus graves et sera souvent tragique, jusqu'au jour où le débarquement allié en Afrique du Nord permettra de puiser au personnel de l'armée d'Afrique.

La solution que l'on finit par adopter fut d'envoyer en Espagne deux postes. Le premier, nommé Roméo, arrive à l'ambassade britannique de Madrid dans le courant de janvier. Le 16 janvier arrive également à Madrid Lucas. Le 17, il part pour la France. Le 26, toujours grâce à la valise de Vichy, le poste Roméo franchit la frontière et Lucas en prend possession. Les premiers postes n'étaient pas les instruments portatifs de 1944. Roméo et Cyrano sont deux cubes de 70 centimètres de côté, pesant 30 kilos. Ces blocs massifs ne sont pas moins fragiles. En ouvrant la caisse, Lucas constate que les transformateurs, mal suspendus, sont cassés et que l'appareil est inutilisable. Il faudra plus de deux mois pour le remettre en état et ce n'est qu'au milieu d'avril que Roméo trouvera enfin le contact avec Londres. Heureusement, durant ces deux mois, Lucas a trouvé le moyen d'expédier par la Suisse une dizaine de messages et a maintenu le contact.

Cependant, Raymond attend à Madrid son poste. Cyrano arrive à Madrid dans les premiers jours de février. Mais il y a toujours des détails à mettre au point. Ne pouvant laisser plus longtemps son réseau à l'abandon, Raymond repart le 20 février pour la France. Il y développe encore son organisation et installe des centres tout le long de la côte atlantique, de Biarritz à Brest. Revenu à Madrid le 7 mars, il en repart le 15, emmenant cette fois Cyrano. Mais, en dépit de toutes les précautions, l'appareil ne résiste pas au voyage et il faudra encore un mois de réparations et de mise au point avant de réussir le contact avec Londres le 12 avril. Entre-temps, le 13 mars, Londres a fait parachuter un opérateur. Celui-ci rejoint Lucas et c'est lui qui fera les premières émissions sur Roméo. Pour Cyrano, Raymond a recruté en France un opérateur, ancien radio de sous-marin. L'opérateur venu de Londres lui servira de moniteur dans les premiers temps.

Premiers groupes d'action

Si la recherche du renseignement militaire, c'est-à-dire, à l'époque, des préparatifs allemands contre la Grande-Bretagne, constitue l'objectif essentiel de ces missions, celui seul qui permet d'obtenir des services britanniques l'utilisation de leur valise diplomatique, l'octroi de postes et l'étude d'opérations aériennes de liaisons, ce serait trahir la pensée et l'esprit de ces premiers volontaires que d'omettre un autre aspect de leur activité, la volonté d'agir sur les Français eux-mêmes et de les relancer dans la lutte. Aucun de ces officiers n'est spécialiste du renseignement. Ils font du renseignement parce que c'est alors l'arme la plus directement efficace dans la lutte contre l'Allemagne, parce qu'ils ont constaté l'insistance des services britanniques sur le renseignement, parce qu'ils en ont reçu l'ordre et qu'ils se considèrent comme des soldats. Mais on sent qu'ils n'y voient qu'un moyen, et qu'ils rêvent d'autre chose.

Si Lucas prend contact à Vichy avec des fonctionnaires et des officiers, c'est assurément pour y recueillir des données précises sur les tendances du gouvernement. Mais c'est aussi dans l'espoir d'orienter à son tour ces tendances, d'éclairer et de fortifier celles qui favorisent la résistance. Parmi les contacts de Raymond, l'un de ceux qui l'intéressent le plus est celui d'un colonel, capable de rallier en Bretagne des dizaines d'officiers et de monter des groupes paramilitaires. Il élabore au printemps de 1941 un projet de coup de main destiné à occuper Belle-Île. Les premiers courriers d'informations proposent déjà des plans d'action.

À Londres, les services britanniques, constitués, eux, de spécialistes, s'inquiètent de ces confusions entre activités qui doivent demeurer distinctes. Les renseignements recueillis sont trop précieux pour laisser compromettre leurs sources par des entreprises plus excitantes, mais d'efficacité moins immédiate : Raymond reçoit l'ordre de limiter strictement son activité. Il pourra signaler les coups de main à tenter, les groupes d'action qui se constituent, mais ne devra prendre pour son compte aucune responsabilité.

D'ailleurs, le développement même de leurs organisations suffit rapidement à absorber l'activité des chefs. La formation des informateurs, le recrutement des agents de liaison, l'organisation des services centraux, la mise au point des missions constituaient bientôt une tâche tout aussi prenante que la direction d'un groupe paramilitaire, et non moins périlleuse.

Deuxième mission Saint-Jacques

En février 1941, tandis que Lucas drainait les renseignements de zone non occupée (les plus intéressants provenant des ministères et de Vichy), Raymond jalonnait la côte occupée, des Pyrénées à Brest. Restait à couvrir les rives de la Manche. La seconde mission Saint-Jacques eut pour objectif particulier la Normandie.

Le capitaine Saint-Jacques n'était pas depuis deux mois à Londres lorsqu'il repartit pour la France. Renonçant à la voie de mer très surveillée, Saint-Jacques décide de se faire parachuter. Pour accueillir ce premier saut dans la nuit, il n'y avait ni feux de balisage, ni comité de réception, ni gîte préparé. Lorsque Saint-Jacques descend entre minuit et 1 heure le 14 février avec son radio et le poste Athos, près du Bugue en Dordogne, il se lance littéralement à l'aveugle. Le pilote, n'ayant pu repérer le point désiré, les lâche à 5 kilomètres de l'objectif, dans les bois de sapins près des Eyzies. Le parachute de Saint-Jacques ne s'ouvre qu'à quelques dizaines de mètres du sol, pour finir par se déventer sur un grand sapin, ce qui provoque une chute libre de 7 à 8 mètres. Brutalement projeté sur un mauvais sol de branches cassées, Saint-Jacques reste un certain temps inanimé. Renonçant à décrocher son parachute, étalé sur les basses branches, il confectionne une gouttière de fortune pour essayer de fixer son péroné droit, dont les morceaux craquent à chaque pas. Avec cet appareil, il tente de rejoindre la route et de retrouver son radio.

Trouvé par un paysan, il se fait conduire chez des amis, au Bugue. Mais les gens du pays ont parlé. La gendarmerie, puis un officier du 2^e bureau viennent faire leur enquête. Il réussit à se faire passer pour un agent du 2^e bureau français qu'a pris, une fois arrivé au Portugal, l'envie d'aller faire un tour en Angleterre, et qui, pour en revenir, s'est fait charger d'une mission en France par l'*Intelligence Service*, bien décidé à le lâcher une fois rapatrié. Les officiers du 2^e bureau, anti-allemands, acceptent cette version et l'instruction ouverte est close par un non-lieu le 13 mars : entre-temps, à l'hôpital militaire où il avait été conduit, sa jambe se guérit et le 27 mars, il réussit, ses os encore mal ressoudés, à franchir la ligne de démarcation et à gagner Paris. Il y reprend contact avec les groupes qu'il a créés lors de son passage l'automne précédent, aux pompiers de Paris, à la SNCF, à la CPDE, établit des liaisons avec un groupe belge, avec la commission d'armistice de Wiesbaden. Il organise la centrale de son réseau, avec boîte aux lettres, dactylo et dessinateur pour reproduire le courrier, chiffreur pour les coder. Il retrouve son radio et son poste, mais celui-ci ne fonctionne pas.

Saint-Jacques doit aller trouver à Marseille Lucas pour utiliser le poste Roméo. Quant au courrier, il le transmet à Raymond qui l'achemine avec le sien sur Madrid. Le 8 juillet, le poste Athos fonctionne enfin. Saint-Jacques va l'installer à Rouen, centre géographique de son réseau. Durant tout le mois de juillet, le trafic fonctionne régulièrement, permettant aux services britanniques de poser le 22 une question importante sur l'état des écluses du port du Havre et de recevoir, le 30, une réponse dont la précision « enthousiasme » l'amirauté britannique.

La mission Marcel

Le 28 février 1941, la mission Marcel quitte Londres pour Lisbonne. Armateur français de Marseille, en mission à Londres en juin 1940, Marcel, qui a refusé d'être rapatrié en juillet avec le personnel des missions, part pour l'Afrique du Nord, où il compte de nombreuses relations. De là, puis de Marseille, il expédie régulièrement à Tanger, à une adresse fixée d'avance, un courrier apparemment anodin, mais où, à l'encre sympathique, il retrace le trafic des ports méditerranéens, la situation de la flotte de guerre, le mouvement des bateaux de commerce, les négociations avec les commissions d'armistice allemande et italienne. De mars 1941 à mai 1942, Marcel expédie de la sorte 33 courriers.

La mission Allah

Le 19 mars 1941, la mission Allah quitte Falmouth sur un vieux bateau à voiles, *L'Émigrant*, qu'un groupe de jeunes Bretons, en automne 1940, a acheté, retapé et réarmé, et qui a déposé à Newlyn, le 17 décembre, 17 évadés français, polonais et anglais. C'est à peu près la même équipe, qui, sous la conduite d'un jeune fonctionnaire du consulat français de Londres, Robert Alaterre, débarque à Lampaul-Ploudalmézeau, près de Paimpol, après une traversée dramatique. Ils sont quatre et disposent de 2 postes émetteurs. C'est précisément la date où arrivent à Brest les navires de ligne allemands, le *Scharnhorst*, le *Gneisenau* et le *Prinz Eugen*, dont la présence constitue pendant un an le souci constant de l'amirauté britannique. Celle-ci, qui veut à tout prix les neutraliser, faute de les détruire, les fait bombarder périodiquement et a besoin de connaître à mesure les résultats. Les renseignements de Brest constituent l'essentiel du trafic que passent les postes de la mission Allah, installée à partir d'août à Quimper et à Plomodiern.

Le réseau se développe d'ailleurs dans toute la Bretagne et aura bientôt une antenne à Paris, mais jusqu'aux accidents et aux arrestations qui finiront par l'anéantir en mars 1942, il restera essentiellement breton. C'est par lui que Mansion, qui a perdu contact avec Londres à la suite de l'arrestation de d'Estienne d'Orves le 21 janvier 1941 et a vainement essayé de franchir la

frontière espagnole, réussit à regagner l'Angleterre. Le 27 juin, sur rendez-vous pris en un point du large convenu par radio, un bateau de pêche de Guilvinec accoste un sous-marin britannique et lui remet le courrier et les passagers embarqués à son bord, tandis qu'il ramène au territoire français deux nouveaux émetteurs. Premier exemple de ces opérations maritimes qui devaient souvent se renouveler au cours de ces années (cette opération avait été montée par la section *SOE* du *Foreign Office*³ et ne figure pas sur la statistique des opérations montées par la section R).

Situation d'ensemble en mai 1941

Au printemps de 1941, le 2^e bureau des FFL dispose donc de 6 missions opérant en France, On peut y joindre un groupe qui s'est rallié à la France libre par l'intermédiaire de Lucas et de Raymond, nommé plus tard réseau Martial. Il s'agit d'un groupe d'Alsaciens dirigé par Dingler⁴. Ayant pour centre le Périgord, où sont réfugiés les Alsaciens évacués, il dispose de contacts en Alsace occupée et envoie à ce titre des renseignements précieux sur l'Allemagne. Dès ce moment, l'on peut dire que sur tous les points vitaux du territoire, la France libre dispose d'une antenne. À mesure que se multiplient ces antennes, le problème des liaisons s'impose plus pressant. Outre la dépréciation rapide que subit une information retardée, le manque de liaisons est souvent dangereux pour la sécurité. Saint-Jacques, par exemple, attribue en partie la chute de son réseau au manque de liaisons avec Londres : « Pour ne pas décourager les liaisons qui travaillaient activement, il a fallu leur cacher cette carence en multipliant l'activité de nos agents de liaison ».

Il est vrai qu'en avril 1941 précisément, Raymond vient de prendre contact avec le directeur des douanes à Canfranc. Celui-ci accepte de transporter un courrier par semaine. Gros soulagement pour Raymond, toujours obligé de recourir au dévouement de Henri. Or, le 23 mars, Henri, qui devait aller prendre à Oloron le courrier de Raymond, a été arrêté à Canfranc par une soudaine restriction imposée aux visas diplomatiques. De plus, ses allées et venues ont attiré l'attention et il apprend que la *Seguridad* possède une fiche à son nom. La prudence s'impose. Grâce au nouveau passeur, les courriers de Raymond, de Lucas, de Dingler et de Saint-Jacques continueront à parvenir régulièrement à Londres.

Ces résultats sont obtenus au prix d'une activité qui ne connaît pas de trêve. Les chefs de réseaux passent leur vie sur les routes. Voici, du 6 au 18 août, le journal de marche de Saint-Jacques, qui a franchi, à peine guéri, la ligne de démarcation le 27 mars : Paris, Rouen, Le Havre, Paris, Caen, Bayeux, Caen, Valogne, Cherbourg, Paris, Valogne, Cherbourg, Caen, Paris. Songeant à l'usure qu'entraîne une telle existence, à quoi s'ajoutent les préoccupations de sécurité, on peut se demander comment les organismes y résistaient.

Ils tenaient parce que le succès même les soutenait. Chaque jour apportait un nouveau contact, une source nouvelle d'informations, un groupe qui se ralliait. Mais ce succès même risquait de devenir nuisible et dangereux. Dangereux au point de vue sécurité, car les chefs, toujours en tournée, obligés de convoquer à leurs côtés leurs agents de liaison, parfois même leur émetteur et leur opérateur, risquent d'éveiller l'attention et la surveillance. Nuisible au rendement : un renseignement urgent, provenant de Brest par exemple, risquait d'attendre 8 jours avant d'être transmis par le poste installé à Saumur, parce que Raymond, par qui il devait passer pour être chiffré, se trouvait alors à Bordeaux.

Un rapport d'août 1941 expédié de France au chef du SR à Londres dépeint de façon vive l'atmosphère du travail en France :

³ En fait le *SOE* était rattaché au *Ministry of Economic Warfare (MEW)*.

⁴ Il s'agit en réalité de Paul Dugler.

« Vous avez réussi, mon Commandant, à vous représenter dans l'abstrait quelles devaient être les grandes lignes comme le détail de l'organisation théorique de notre service. Votre conception est parfaite, tout me le confirme et renforce mon admiration pour le succès de l'effort intellectuel que vous avez accompli.

Mais, dans le domaine pratique, une chose vous a échappé et continue à vous échapper. Tous nos déboires, comme toutes nos controverses, viennent de là.

Cette chose que je qualifie "inertie" résulte des conditions matérielles dans lesquelles nous nous trouvons, privés de téléphone, de télégraphe, de courrier même, séparés les uns des autres par les précautions indispensables et souvent par cette barrière de plus en plus rigoureuse et redoutable qu'est la ligne de démarcation.

Songez par ailleurs que nous faisons donner verbalement, à travers un ou plusieurs intermédiaires, des ordres à des collaborateurs d'une part que nous ne connaissons pas et d'autre part qui, ignorants le plus souvent de la "situation générale", ne sont de ce fait que de stricts exécutants, incapables de guider leur action en fonction d'un bon sens qui n'a prise sur rien, puisque la nécessité veut qu'ils ne sachent rien.

Dans ces conditions, le succès de la moindre démarche nécessite :

- du temps ;
- une simplicité extrême des ordres.

Du temps, il en faut pour la moindre chose si on veut la bien faire ; prenons un simple exemple : supposons qu'il s'agisse de trouver un refuge sûr pour un parachutiste qui sera lancé près de X. Il faut envoyer à tel ami que nous avons – si tant est que nous en ayons un près de X – un agent de liaison chargé d'expliquer ce dont il s'agit. Si l'ami en question est débrouillard, libre de son temps et que le sort le favorise, huit jours plus tard, l'agent pourra retourner le voir et recevoir le renseignement favorable. À son retour, dix jours après le premier départ de l'agent de liaison, le chef responsable saura s'il peut ou non compter sur le refuge recherché. Le plus souvent, un scrupule de l'ami ou du résident du refuge, l'omission d'un détail ou une réserve inopportune nécessiteront un nouveau voyage. Pour mettre sérieusement un refuge sur pied, trois semaines sont indispensables. Il faut un mois et demi pour mettre sérieusement au point une organisation de balisage et d'accueil avec la certitude qu'elle assurera impeccablement ses fonctions en temps voulu. Or, puisque le chef n'est pas sur place pour faire face aux éventuels incidents du dernier moment, il faut bien que cette certitude soit absolue.

La création d'un centre de liaison, doté de ses boîtes aux lettres, de ses liaisons intérieures et avec les organisations desservies, représente un travail considérable et nécessairement long. Ne perdez pas de vue que chaque élément doit avoir une somme de qualités et une absence de défauts qui rend déjà le recrutement difficile, très difficile même le plus souvent. Il faut ensuite instruire ou plutôt faire instruire chaque élément dépendamment et lui tracer son rôle dans un délai tel que toute incertitude soit exclue de la façon dont il l'exécutera.

Nous sommes loin de la conférence à laquelle le chef militaire réunit ses officiers et s'adresse directement à eux pour leur dire "Mes amis, voici la situation, voici la mission, l'idée de manœuvre est la suivante, conformément à l'instruction que vous avez reçue et celle que vos hommes ont rebâchée (*sic*), vous effectuerez chacun ceci...". En pareil cas, les conversations entre officiers qui ont lieu à l'issue de la conférence et les jeux des commandements en cascade qui contrôlent l'exécution de la manœuvre complètent les lacunes que peuvent laisser dans certains esprits l'entraînement quasi-routinier et l'habitude du travail en commun.

Ici, rien de pareil. Il s'agit de faire creuser par des hommes qui s'ignorent un réseau de tranchées sous le nez de l'ennemi. Les hommes sont sur le terrain, il faut les trouver, il faut leur porter des ordres en rampant, leur dire dans quel sens ils doivent travailler pour qu'au lieu d'un réseau ils ne creusent pas des tronçons de tranchées discontinus.

Les ordres doivent donc être simples, infiniment simples, puisque dans la nuit, les hommes manquent de points de repère et travaillent à l'aveuglette, sur une boussole rustique. »

Ce passage fait apparaître aussi un autre danger qui menaçait le SR : l'incompréhension entre Londres et la France, entre les bureaux paisibles de *St-James* et la tension inévitable de

l'action clandestine, avec ses aventures, ses attentes, ses angoisses. De France, on sentait parfois vivement la distance. À Londres, l'éloignement, moins douloureux, risquait d'être moins sensible. Mais on gardait la conscience du danger de voir se creuser le fossé.

Pour parer à toutes ces menaces, la seule solution est d'organiser les liaisons et les transmissions. Envoyer des postes émetteurs, parvenir à organiser des allers et retours d'Angleterre en France, soit par bateau, soit par avion. Tel est le problème.

Les missions Rob et Guy

C'est essentiellement à résoudre ce problème que sont destinées les missions Guy et Rob. Le capitaine Joly, chef de la mission Guy, est parachuté le 10 mai, en compagnie de Jauffret Roméo, qui prend le nom de Rob. Rob a pour consigne d'organiser à travers la frontière espagnole des filières d'évasion. Déjà s'est fait sentir le besoin d'évacuer rapidement des agents brûlés ou pressés de rejoindre l'Angleterre. D'autre part, les réseaux de renseignements, par les contacts qu'ils trouvent, développent un courant qui entraîne les sympathisants à rallier la France libre, et si quelques-uns sont priés de rester en France, où ils peuvent rendre plus de services, il est cependant des spécialistes ou des officiers, officiers de marine en particulier, dont on a besoin à Londres. Tous ces mouvements déclenchés par les réseaux de renseignements leur imposent un surcroît de soucis et de risques. C'est à les décharger que vise la mission Rob.

La mission Guy a pour objet essentiel l'organisation des transmissions. Beaucoup de problèmes techniques se posaient que les chefs de réseau étaient incapables de résoudre. Guy leur apporta le secours de sa compétence technique. Il leur apporte aussi ce qui manque cruellement : du matériel. Lui-même a amené un poste : Uma, qu'il installe en zone libre. Et au début d'août, on réussit à organiser pour la première fois un parachutage. C'est-à-dire qu'on signale à Londres un terrain propice au largage de matériel, qu'on s'entend sur l'heure de l'opération, qu'on installe au point fixé une équipe chargée de baliser le terrain et de recevoir les containers. Guy reçoit ainsi quatre postes : Noir, Rouge, Vert et Jaune, qu'il expédie à Raymond, dont le réseau se développe toujours.

Guy voit d'ailleurs plus loin que ces résultats immédiats. Les chefs de réseau ne pouvant suffire à mener de front l'organisation de leurs groupes, la recherche du renseignement et la direction du trafic radio, il cherche à les soulager et soumet à Londres un projet de réseau radio indépendant. Il s'agissait de créer un réseau dont la fonction exclusive serait d'assurer le trafic télégraphique avec Londres. Première esquisse d'une formule qui sera appliquée plus tard, à partir de 1944, avec les centres d'antennes régionaux.

La mission Brick

La question radio en voie de solution, reste à régler le problème du courrier. Le passage par l'Espagne est long, plus ou moins hasardeux. Il faut trouver une liaison rapide et indépendante. Deux solutions s'offrent : le bateau et l'atterrissage d'un avion venant prendre le courrier pour repartir aussitôt.

Dès le mois de mai, Lucas a demandé à Londres l'envoi d'un appareil destiné à effectuer une liaison particulièrement pressante. À cette époque, la surveillance est encore assez faible en zone libre pour que Lucas puisse proposer comme point d'atterrissage un terrain homologué, le terrain de secours de Graulhet, près de Gaillac. D'accord avec le sous-officier gardien du camp, il installe le balisage réglementaire dans l'aviation française pour les chasseurs de nuit. La *RAF* accepte et envoie un appareil. Par malheur, quand l'avion arrive sur le terrain, à 5 h 15, au matin du 11 mai, il n'aperçoit qu'une lampe qui, en morse, lui fait signe : « Non », et il fait demi-tour. Il y avait ce jour-là foire à Graulhet, et la circulation avait déjà commencé

autour du terrain. Il fallut éclipser tout le matériel. L'opération, ratée la première fois, ne put être renouvelée, le mauvais temps l'interdisant.

Cette expérience montrait que, même avec toutes les complicités et les appuis qu'avaient su s'assurer Lucas, il ne fallait pas songer à utiliser les terrains officiels. Quant aux terrains de secours non gardés, le gouvernement les faisait mettre en culture. Il fallait donc trouver dans la campagne des terrains se prêtant à l'atterrissage et à l'envol d'un avion, tout au moins d'un appareil lent et léger.

Tel fut l'objectif fixé au lieutenant Mitchell, parachuté le 19 juin 1941, responsable de la mission Brick.

Les arrestations de l'été 1941

Toutes ces mesures qui allaient, quelques mois plus tard, produire leur résultat, ne réussirent pas à prévenir la menace que tous voyaient approcher, mais que l'on n'eût pu éloigner qu'en cessant de travailler. On peut mettre en sommeil durant quelque temps un organisme solidement constitué ; encore a-t-on du mal à le remettre en marche. Mais l'on ne peut, sous peine de la condamner à périr, abandonner une organisation en train de se monter. Leur succès même obligeait ces pionniers à des déplacements perpétuels, à des rendez-vous remarqués. Déjà Saint-Jacques avait été noté par la police.

Enfin, l'on ne connaissait pas encore toutes les ruses de la Gestapo, ou du moins, une cruelle expérience n'avait pas encore appris la défiance. Les arrestations du groupe d'Estienne d'Orves dataient déjà de plusieurs mois. Elles s'étaient, grâce sans doute au courage de son chef, limitées à la région nantaise et d'ailleurs, depuis le retour de Mansion en Grande-Bretagne, aucune des missions n'avait eu de contact avec ce groupe.

C'est à la radiogoniométrie allemande qu'est due l'arrestation du radio de Raymond. Recruté à Angers en avril 1941, Lhermite vint prendre possession de Cyrano en zone libre. En quelques heures, il mettait au point sa technique sous la direction du moniteur venu de Londres et, au début de mai, il opérait d'abord à Thouars, puis à Saumur. Il avait déjà émis une centaine de messages et reçu presque autant, quand on signala à Saumur la présence d'ingénieurs allemands. Une enquête conclut qu'ils étaient chargés d'inspecter l'usine de distribution électrique. C'était en fait Lhermite qu'ils recherchaient. Le 30 juillet à 11 h 30 du matin, trois voitures d'écoute radio cernent le pâté de maisons où il était en train d'émettre. Surpris en plein travail, il eut le temps de jeter son poste par la fenêtre et s'échappe dans la rue. Rattrapé, assommé à coups de crosses de pistolet, transporté inanimé dans une voiture, il fut condamné à mort et fusillé à Paris le 29 octobre 1941. Il mourut sans avoir jamais dit un mot. Grâce à son courage, le réseau Raymond n'eut rien à souffrir.

Quelques jours plus tard, les 4 postes parachutés de Londres venaient remplacer Cyrano, et le réseau put poursuivre son développement.

Quelques jours après Lhermite, le poste de Saint-Jacques était saisi à son tour. Installé au Petit-Quevilly, près de Rouen, il fonctionnait depuis un mois à peine, mais avait déjà fourni un trafic important, quand la Gestapo descendit dans la maison où il émettait. Cette fois-ci, c'est l'organisation entière qui saute. D'un coup de filet général, la Gestapo arrête le chef adjoint et plus de trente personnes. Saint-Jacques lui-même n'échappe que de justesse, semant le policier qui le file pour attraper un train.

Le 28 août au soir, c'est le tour de Lucas. Rentrant à l'hôtel Terminus à Marseille en compagnie de son adjoint, il est arrêté par un inspecteur de police du CST. Heureusement, les services du CST et les bureaux MA de l'armée, qui ont décidé cette arrestation et qui s'y sont résolus surtout pour éviter d'être devancés par les services du ministère de l'Intérieur, animés par Darlan, ne cherchent nullement à mener les choses plus loin. L'adjoint de Lucas, le

lieutenant Warin, *alias* Ronald, est lui-même un officier du bureau MA 15 de Marseille. Pour étouffer l'affaire, il obtient un congé d'un mois, dont il profite pour disparaître et gagner l'Espagne, puis l'Angleterre. À la place de Lucas, son frère, le lieutenant Boris Fourcaud, surnommé François et Froment, prend la charge de son réseau. Lucas d'ailleurs, au bout de quelques mois, bénéficiera d'un non-lieu, mais, complètement compromis, il devra être évacué définitivement sur l'Angleterre.

Les dernières missions de l'année 1941

Les derniers mois de l'année 1941 voient encore le départ de 2 missions. Le 12 septembre, le quartier-maître Richard entreprend la première mission Ronsard. Il est à la fois opérateur radio et chef de mission. Il a pour consigne essentielle de rechercher, lui aussi, des terrains de parachutage ou d'atterrissage. Ce colonial, qui ne passait en France que de loin en loin et tombe sans préparation dans un pays où l'Occupation modifie toute la vie, saura toujours se débrouiller et réussira plusieurs opérations importantes.

Le 3 octobre, Mansion quitte l'Angleterre pour la troisième fois. Il est cette fois accompagné d'un radio et emmène un poste. Malheureusement, à peine ont-ils débarqué en France que Mansion, qui se rendait à bicyclette à Châteaulin et portait le poste sur le ventre, plus ou moins dissimulé sous son imperméable, voit venir à sa rencontre une patrouille allemande de la *Feldgendarmarie*. Sûr d'être remarqué et examiné, il fait une embardée et se jette dans le fossé plein d'eau qui bordait la route. Tandis qu'il se relève, la patrouille passe, indifférente, mais le poste a vécu. Mansion et son radio n'ont plus qu'à rejoindre la frontière espagnole. En juillet suivant, ils seront de retour en Angleterre.

Chapitre IV

Climat de la France en 1941

Vue de France, l'année 1941 se présentait comme la confirmation éclatante de la supériorité allemande. Que ce soient les bombardements sans relâche de Londres et des principales villes anglaises, les victoires allemandes dans les Balkans et en Libye, l'avance foudroyante en Russie ou les préparatifs, tout au long des côtes françaises, pour entreprendre l'invasion des îles britanniques, les Français n'étaient informés que de revers alliés, de triomphes allemands. Et les arguments de la presse et de la radio vichyssoises prenaient du poids.

Tous les calculateurs, tous les prudents, tous les égoïstes, s'ils ne se rangeaient pas résolument dans le camp de la collaboration, attendaient dans l'ombre et l'inaction, s'abstenaient de prendre parti, et somme toute, pour les fins de la Résistance, demeuraient inexploitable.

Seuls les enthousiastes travaillaient. Et l'on conçoit que le souvenir de cette période reste lumineux dans la mémoire de tous ceux qui l'ont connue, comme celui d'un temps de véritable élan, de création, de ferveur qu'aucune routine encore ne ralentissait.

Cependant, le bouleversement total de l'ancienne échelle des valeurs n'allait pas sans graves dangers. En effet, sur quelle base fallait-il opérer son recrutement ? S'adresser à ceux qu'avant juin 40 on avait considéré comme des « gens bien » ?

Il n'y avait aucune certitude qu'ils n'aient été égarés par Pétain. La bourgeoisie dans son ensemble n'avait pas encore réagi. Fallait-il alors se méfier de tout le monde ?

Il est facile pour un agent opérant en pays étrangers de s'entourer d'un grillage de précautions : il y est naturellement enclin. Mais pour un Français en France au milieu de ses parents, de ses amis, de ses chefs ou de ses confrères, tout le pousse à se confier, à manifester ses opinions, surtout ardentes, à en discuter avec ses amis et son entourage. Les détours subtils de la vie clandestine sont le fruit d'un long apprentissage. En 1941, l'immense majorité des résistants les ignorait.

Il en résulta de grands maux, mais aussi de grands avantages. Avec la simplicité droite de la foi patriotique, les chefs de mouvements et les émissaires du général de Gaulle n'hésitaient pas à frapper aux portes les moins accessibles. À Vichy, dans les ministères, à quelques pas de l'hôtel du Parc, les contacts étaient pris, les nouvelles recrues mises au courant du travail qui leur incomberait, des formules de propagande mises au point, des textes de tracts crayonnés dans la marge d'un journal. En un jour on pouvait faire d'étonnantes trouvailles, tripler et quadrupler l'effectif de son réseau. En un jour aussi, tout le monde pouvait être arrêté par un de ces coups de filet massifs, spécialité des bureaux MA.

Les patriotes avaient toutes les peines du monde à imaginer la mentalité des collaborateurs. On ne pensait pas qu'il était possible que Pétain fût un traître, que tel ministre souhaitât l'alliance allemande, que tel fonctionnaire dénoncerait son neveu comme « gaillard », que toute une fraction de la bourgeoisie se laisserait dévier de ses devoirs envers la France par l'horreur que lui inspirait le « désordre » ou la peur du bolchevisme. De leur côté, les collaborateurs et même les simples abstentionnistes considéraient les résistants comme des

fous dangereux, s'exposant pour une cause perdue, compromettant le bon renom de la France et excitant les dangereuses colères des Allemands. La formule « Si nous sommes gentils avec eux, ils seront corrects avec nous » n'avait pas succombé au démenti cinglant des prisonniers retenus en Allemagne.

Un autre facteur nuisait au recrutement et à l'élargissement des réseaux. L'existence d'une résistance organisée, active, efficace n'était pas connue de l'immense majorité des Français. Tous ceux qui désiraient continuer la lutte, tous ceux à qui l'Allemand faisait horreur et qui considéraient que le vrai visage de la France était le général de Gaulle, cherchaient à le rejoindre par tous les moyens.

Il y avait les visas, les Pyrénées ou les bateaux de pêche. À Marseille, les « tuyaux » chuchotés de bouche à oreille crevaient au bout de 48 heures : le consulat de Chine délivre un papier qui..., l'attaché américain connaît un truc pour..., le visa d'entrée en Uruguay permet de... À Sète, à Port-Vendres, les embarquements clandestins et nocturnes aboutissaient généralement à un retour précipité sur la côte, sinon à des incarcérations massives. Les cols des Pyrénées étaient de véritables coupe-gorges, où des guides sans scrupules extorquaient aux « passagers » des sommes fabuleuses pour les abandonner ensuite dans la neige à quelques kilomètres de l'Espagne.

Et ceux qui passaient, ceux qui arrivaient sur une terre neutre ou amie, faute de connaître la situation véritable de la France combattante, se laissaient recruter sans peine par les services secrets britanniques, contribuant ainsi à éparpiller la Résistance et à retarder son unification.

Cependant, en France, une importante fraction de la population, ne pouvant et ne voulant cesser d'espérer, avait accroché sa foi aux deux champions de la cause alliée : la radio de Londres et le général de Gaulle. En écoutant la première, à peine en cachette, c'était la voix du second que l'on croyait entendre, peu sensible, dans l'excitation du clandestin naissant, aux nuances qui pouvaient les séparer.

Chapitre V

Les adversaires

Il y avait eu, dans le désarroi qui suivit la défaite de juin, un élément de désordre qui réagissait sur l'occupant. Pendant une période de six à huit mois, il n'y eut pas lutte ouverte entre une police et une résistance. Les causes en sont de deux sortes.

D'une part, la politique hitlérienne comprenait une « collaboration » avec les pays vaincus ; il s'agissait donc d'abord de convaincre ces pays des bonnes intentions de l'Allemagne et de présenter l'occupation comme une entreprise amicale comportant l'échange de bons procédés. Certes, on ne nous rendait pas nos prisonniers, mais on n'en prétendait pas moins se conduire « correctement » et faire appel à notre cœur et non à la crainte. Attitude toute provisoire qui s'explique elle-même par le souci d'économie des forces, puisqu'il est constant qu'un pays opprimé requiert plus de troupes, plus de matériel, plus de soins qu'un pays allié. Les Allemands mirent six mois à s'apercevoir de l'échec de cette méthode, mais, même lorsqu'ils en furent convaincus, il leur en resta toujours quelque chose. Les mesures qu'ils prenaient n'affectèrent que vers le début de 1944 ce caractère radical et massif qui indique la lutte ouverte et l'oppression systématique.

D'autre part, l'occupation avait été si rapide que les forces de répression ne purent être mises en place partout simultanément. Il fallut plus de huit mois à la Gestapo pour agir efficacement en zone occupée et bien plus longtemps encore en zone libre. Et l'on assistait à ce spectacle étrange d'une répression gagnant géographiquement une ville après l'autre, un département après l'autre. Hier encore l'Eure-et-Loir ne connaissait pas les arrestations, alors qu'en Seine-et-Marne on fusille déjà. Demain, le Service de la sûreté (SD) installera ses bureaux à Chartres et la chasse commencera.

Il en résulta tout naturellement chez les résistants de la première heure un mélange d'imprudence et d'inquiétude qui amena fréquemment de véritables écroulements. En réalité, il ne faut pas surestimer l'efficacité de la Gestapo.

Dirigée par des techniciens de grande valeur, adorant leur métier et totalement dénués de scrupules, elle souffrait en France d'un triple handicap.

Techniquement, elle était soumise, dans les zones militarisées et particulièrement en France, au contrôle souvent hostile de la *Wehrmacht* et doublée, mais bien souvent gênée, par le SD que nous appelons le SRA et qui dépendait entièrement du haut commandement militaire.

Ses effectifs, d'autre part, étaient tellement enflés pour faire face à l'énorme tâche de contrôle de la plus grande partie de l'Europe, qu'un grand nombre de ses agents étaient de médiocres exécutants, dénués de jugement, connaissant à peine la France et point du tout la psychologie du Français.

Enfin, elle était jusqu'en 1942 nettement freinée par les autorités civiles d'occupation qui ne s'engageaient qu'à contrecœur dans des actions dont le résultat était trop visiblement un dégoût et une rébellion croissante de la population française à leur égard.

Par contre, la Gestapo trouva un auxiliaire précieux et si l'on ose dire, inespéré, au sein des services de Vichy, dans certaines branches de la police et du contre-espionnage, et plus généralement par l'emploi intensif de Français de la plus triste espèce – matière future de la Milice – qui se faisaient les dénonciateurs de leurs compatriotes et n'hésitaient pas à livrer à la brutalité allemande des Français courageux et convaincus qui ne se méfiaient pas d'eux. Il fallut quelque temps pour apprendre aux patriotes qu'ils n'avaient pas seulement comme adversaires l'ennemi mais aussi des traîtres dans les rangs des Français.

Avec une simplicité et une ténacité extraordinaires, la Gestapo entreprenait en France le travail qui lui avait si bien réussi en Allemagne : encourager la dénonciation, obtenir des aveux par les promesses ou par la torture, arrêter à tout hasard les personnes vaguement suspectes.

Mais ce qui la servit le mieux ce fut la légende que peu à peu elle sut créer autour de ses méthodes. La grimace sadique de l'interrogateur de la Gestapo existait d'une vie plus redoutable dans l'imagination des patriotes poursuivis que dans les bureaux de l'avenue Henri Martin ou de la rue des Saussaies. Pour des natures qui ne sont pas absolument imperméables à la crainte, la légende de la Gestapo constituait un grave danger. Ils se considéraient comme perdus, voués aux pires supplices, dès qu'ils se savaient entre ses mains. Aussi leur arrivait-il d'avouer, de parler plus vite qu'il n'eut été nécessaire, donnant à leurs adversaires des renseignements précieux sans naturellement améliorer en rien leur propre situation.

Quant au gouvernement de Vichy, il avait chargé un organisme nouvellement créé de la « lutte contre le communisme et le gaullisme » C'étaient les bureaux MA (menées antinationales). Ces bureaux n'opéraient naturellement qu'en zone dite libre. Parmi les officiers qui les composaient, il se trouva des patriotes qui profitèrent des moyens dont ils disposaient et de leur influence personnelle pour protéger les patriotes et orienter l'activité des MA vers le repérage et éventuellement vers la neutralisation des agents de la Gestapo.

Il n'en reste pas moins que les bureaux MA constituaient l'adversaire le plus redoutable de la résistance naissante en zone non occupée.

Chapitre VI

Les résultats sur le plan du renseignement

La situation

En novembre 1941, le service R a envoyé en France 29 agents. Toutes ces missions n'ont pas eu le même succès. Trois d'entre elles n'ont jamais pu reprendre le contact avec Londres. D'autres, après de bons débuts, ont été victimes d'arrestations et plus ou moins éprouvées. Deux réseaux constitués ont disparu, celui de d'Estienne d'Orves dès janvier, celui de Saint-Jacques au mois d'août. Subsistent encore le groupe qu'est en train de monter Ronsard, les groupes organisés par Guy et Brick pour les missions particulières et provisoires dont ils sont chargés, le réseau Allah et surtout les 2 principaux réseaux, celui de Lucas en zone sud, celui de Raymond en zone nord.

L'arrestation de Lucas, si elle oblige son groupe à un demi-sommeil provisoire, laisse intacte son organisation. Elle est devenue le noyau d'un certain nombre de groupes d'origine et de tendances très diverses. Le groupe Martial est formé d'Alsaciens, le groupe Couleuvre se recrute dans les milieux universitaires, le groupe Ronald est surtout composé d'officiers d'active, le groupe Lucienne, enfin, réunit de nombreux militants ou sympathisants des partis socialiste et radicaux-socialistes. Pénétrant ainsi des milieux très divers, le réseau Lucas dispose de sources de renseignements très bien placées dans tous les domaines.

Néanmoins, parce qu'il réunit ainsi des groupements aux frontières plus ou moins fluides, plutôt que des individus, parce qu'il a rallié ces groupes au nom d'un idéal de résistance et de lutte, du fait aussi des tendances naturelles de la plupart d'entre eux, le réseau Lucas n'est pas encore strictement un réseau de renseignements, il est également une formation de propagande, de préparation à l'action militaire et à l'insurrection.

Le réseau Raymond lui, la confrérie Notre-Dame comme l'a nommée son chef ou, sous le nom qui lui restera, la CND, est dès novembre 1941 un réseau de renseignements complet, dont l'organisation va servir de modèle à tous ceux qui vont se créer après lui. À la différence du réseau Lucas, qui ressemble plutôt à une fédération de groupes distincts, la CND est un organisme fortement centralisé. Sur tous les points importants du littoral atlantique, de Biarritz à Brest, Raymond a établi des chefs de poste, responsables de leur secteur et chargés d'y signaler tous les faits intéressants. Une surveillance méthodique couvre donc le dispositif côtier allemand. Pour transmettre à mesure les informations recueillies, 6 nouveaux postes sont envoyés de Londres, dont 2 destinés aux émissions d'une région à l'autre de la France. C'est donc de 8 postes que dispose la CND en cette fin de 1941. Quelques-uns de ces postes sont mis à la disposition des principaux centres, ceux de Bordeaux et de Brest en particulier. L'amirauté britannique attache une particulière estime aux messages provenant d'Hilarion, le chef du secteur de Brest.

Indépendamment des messages urgents passés par télégrammes, la CND expédie régulièrement son courrier par la frontière espagnole. Depuis les quelques feuilles du RZ 1, rédigées par Raymond le 1^{er} décembre 1940, la CND a fourni, au 1^{er} décembre 1941, 35 courriers, photographiés sur une pellicule de petit format, enroulée dans une boîte de produits pharmaceutiques. Ces courriers ont passé plus de vingt fois la frontière espagnole. Toutefois, en novembre 1941, cette voie vient de se fermer. Depuis août déjà, Henri, dont les sympathies gaullistes avaient été découvertes, avait été révoqué par Vichy. Revenu en France, il sera même incarcéré durant quelques mois. Et depuis novembre, aucun courrier ne passe la frontière.

Sur la côte méditerranéenne enfin, Marcel poursuit sa mission. Les messages à l'encre secrète parviennent régulièrement à Tanger. Novembre 1941 voit le message n° 16. Déjà, l'on songe à développer les possibilités de cet agent, en lui envoyant un poste et un opérateur.

Les résultats

À l'automne de 1941, le bilan du service de renseignements s'établit ainsi :

- 1/ En zone nord, couvrant toute la côte atlantique, mais déjà bien placé pour s'étendre, d'une part jusqu'à Paris, de l'autre le long de la Manche, un réseau fortement constitué, éprouvé déjà par des accidents, mais assez solide pour s'en relever aussitôt, disposant de liaisons radios régulières, capable de fournir à fréquents intervalles un courrier abondant.
- 2/ En zone sud, une organisation plus lâche, moins efficace, mais susceptible de rendements très précieux à condition d'une exploitation rationnelle, d'une cristallisation des différents groupes en noyaux, adaptés à une tâche spécialisée.
- 3/ Un équipement radio encore insuffisant, mais comptant déjà 12 postes en état de fonctionner, la plupart dépendant de la CND.
- 4/ Un dernier pas, non moins important, reste à franchir : assurer enfin des atterrissages d'avion susceptibles d'acheminer en Angleterre les courriers, de réaliser des liaisons rapides. Les premiers mois de 1942 verront s'accomplir ce pas décisif, et les réseaux achever de prendre leur structure.

De ce travail d'organisation, les premiers résultats n'apparaîtront pas avant le mois de mars. En fin 1941, il reste encore beaucoup à faire pour amener tous les groupes constitués au rendement qu'on est en droit d'attendre d'eux. Toutefois, l'essentiel est fait : c'était le démarrage.

Ce démarrage, on le doit aux premiers officiers venus en France, de juillet à décembre 1940. Ces officiers sont tous des volontaires des premières heures, de ceux qu'a dressés le réflexe de l'honneur. Ralliés au général de Gaulle pour continuer à se battre, ils se sont lancés dans leur mission comme on se jette au combat. Leur dynamisme même, qui éveille les esprits un moment hébétés par l'armistice, en concentrant autour d'eux l'enthousiasme, attire l'attention. Le climat de bienveillance qu'ils trouvent d'ailleurs en général à cette époque dans les milieux officiels, le deuxième bureau et la police, les encourage à mener leur action presque au grand jour. Enfin, ils se connaissent tous entre eux et forment une équipe, avec tous les avantages de solidarité et d'enthousiasme que comporte le travail en équipe, avec les dangers de connaissance réciproque qu'il entraîne dans l'action secrète.

Aussi, si au bout d'un an la plupart ont disparu, comme d'Estienne d'Orves, ou doivent disparaître, comme Lucas ou Saint-Jacques, le déficit de rendement qu'impliquent ces pertes est sans doute balancé, et bien au delà, par l'élan qu'ils ont donné et qui ne s'arrêtera plus. Ils

ont été fidèles à leur mission. Le renseignement n'était qu'un moyen. Le but demeurait de relancer la France dans la guerre.

Chapitre VII

Naissance de la Résistance en France

Les groupes de résistance en zone sud existèrent assez tôt sous une forme embryonnaire née d'aspirations et de réactions communes, assez vagues. Il était normal que dès l'hiver 1940-41, le refus d'accepter la défaite et l'occupation, l'espoir d'une victoire alliée et le désir de préparer la libération de la France réunît des personnalités d'origines diverses, qui voulurent « faire quelque chose » – et tout était à faire.

On ne saurait donner le nom de « mouvements de résistance » à ces groupements de la première heure qui témoignaient plus d'un certain tempérament moral ou politique que d'une organisation ou de buts précis. Il n'est donc pas étonnant que, nés dès décembre 1940, les mouvements n'acquiescent que bien plus tard une réalité, c'est-à-dire une efficacité reconnue.

Le groupe Libération fut le premier de ces groupements destinés à s'étendre par la suite : dès décembre 1940, certaines personnalités qui se trouvaient dans la région de Cannes et de Marseille (Emmanuel d'Astier de la Vigerie, le colonel Corniglion-Molinier, Albert Kohan) se réunirent pour envisager les formes possibles d'une action politique et les moyens de contacts avec les Britanniques. Sous le titre *La Dernière Colonne*, il publie ses premiers tracts, ses premières affiches anti-vichyssoises et anti-allemandes en février 1941 ; quelques actes de sabotage furent entrepris et, après les premiers accrochages avec la police de Vichy, une organisation plus rigoureuse et véritablement « clandestine » fut envisagée.

À la même époque, Henri Frenay, officier d'active, commença de grouper autour de lui quelques sympathisants à Marseille, où il se trouvait en garnison en septembre 40.

En décembre 40, il est affecté au 2^e bureau à Vichy ; il y rencontre un ancien camarade, Robert Guédon, chargé d'une mission de SR en zone occupée ; il lui fait part de ses projets et Guédon établit en zone occupée un réseau de propagande. Guédon, qui se consacra bientôt entièrement à son activité clandestine, étendit son organisation au renseignement et à la préparation de l'action. À la fin de 41, son réseau s'était développé et avait pris contact avec d'autres groupements de zone nord : Libération, le groupe Heurteaux, Résistance.

En zone non occupée, Frenay, qui avait quitté le 2^e bureau en mars 41, faisait paraître, en juillet, un journal imprimé, *Les Petites Ailes*, qui fut remplacé en octobre par *Vérités*. Le groupement constitué par lui avait pris le nom de Libération nationale ; sa première liaison avec les Britanniques se fit par l'intermédiaire d'un agent du SR polonais.

Un troisième groupement, d'origine bien différente, prenait naissance, à la même époque, dans les milieux universitaires, dans la région de Montpellier surtout. Les dirigeants en étaient deux professeurs de droit, de Menthon et Teitgen. Ce groupement prit le nom de Libération. Il recruta ses adhérents, en dehors de l'Université, dans les milieux syndicaux et chrétiens.

Un premier essai de réunir ces trois groupements sous le titre de Libération nationale fut tenté par le colonel Heurteaux en avril 1941. Première tentative, qui devait être suivie de combien d'autres ! Malgré ce projet d'union, trois journaux clandestins paraissaient ce même mois d'avril 1941 : *Liberté*, *Petites Ailes* et *Libération*.

Libération, premier groupement à rechercher des contacts politiques capables d'en faire une organisation vraiment représentative de l'opinion, entama durant l'été 1941 des pourparlers avec les dirigeants anti-vichyssois de la CGT. Léon Jouhaux, contacté par Bernard (Emmanuel d'Astier), se déclara favorable à une unité symbolique de la Résistance ; il demanda que des contacts sérieux fussent pris avec le général de Gaulle et l'état-major interallié. En août 41, à la suite d'un accord passé entre lui et Bernard, Jouhaux désigna un délégué de la CGT auprès de Libération ; la CGT invita les confédérés à militer dans Libération ; une rubrique rédigée par les syndicalistes s'ouvrit dans son journal clandestin, *La Résistance ouvrière*.

On reparla en août 1941 de la mise sur pied d'un centre, commun aux trois mouvements, d'information et de propagande. Un accord fut obtenu sur un programme minimum de propagande et d'action, en particulier sur la nécessité de reconnaître « le symbole de Gaulle »...

Cette réunion, moins importante pour ses résultats pratiques que pour l'état d'esprit dont elle témoigne, mettait l'accent sur le progrès du gaullisme en France et sur le parallèle existant entre la résistance hors de France et la résistance intérieure.

D'août à décembre 41, les pourparlers de fusion entre Bernard, de Menthon et Frenay se poursuivirent. Une réunion à Grenoble, en décembre, devait en fixer les conditions. Bernard ne put y assister. En son absence, la fusion fut décidée entre Libération nationale et Liberté, décimée par de récentes arrestations : de Menthon, en octobre, avait d'ailleurs été relâché par le colonel Rollin, chef de la police politique de Darlan, qui s'était porté garant devant lui des sentiments anti-allemands de l'amiral... ; le nouveau groupement s'appellerait désormais Libération française et serait dirigé par un comité directeur de trois membres, chargés respectivement de la section politique, de la propagande et de l'activité paramilitaire. Le journal du nouveau mouvement prenait le titre de *Combat*.

Bernard refusa de participer à cette fusion, dont il admettait le principe, mais qu'il trouvait prématurée. Les conversations se poursuivirent toutefois jusqu'au début de l'année 42. L'entente fut abandonnée à la suite des entrevues Pucheu-Frenay.

Telle était, un an après la défaite, la situation de la Résistance. Son but : réveiller l'opinion, créer un « climat » politique, par la propagande, le recrutement, les manifestations et les petites actions locales. Son activité, confuse encore, mais pleine de promesses, révélait des énergies, des dévouements, des hommes. Premières tentatives d'action – de réaction, plutôt –, d'autant plus intéressantes qu'elles se détachaient sur le fond général d'hébétude et de passivité. Premières difficultés aussi, et premiers conflits – tout cela créait un ensemble difficile à évaluer et à comprendre de l'extérieur, et pour qui ne connaissait pas la mentalité de la zone « libre ».

Sans chercher encore à reconnaître l'autorité du général de Gaulle (rappelons seulement combien la notion de « gaullisme » à cette époque était vague et générale), les dirigeants des groupements sentaient la nécessité d'un contact avec l'extérieur, tant pour obtenir l'aide matérielle dont ils ne pouvaient, à la longue, se passer, que pour donner à leurs organisations un caractère officiel. C'est ainsi que le groupe Bernard avait été, dès le mois d'août 41, en

relation avec le gouvernement britannique par l'intermédiaire d'un agent résidant à Lisbonne, Pouymayou, qui fit de fréquentes liaisons en France.

Quant à l'état-major de De Gaulle, il ne connaissait encore l'activité des mouvements que par des rapports de réseaux de renseignements. La première liaison personnelle s'effectua, en quelque sorte en dehors des groupements, par l'arrivée à Londres d'une personnalité qui n'avait pas été mêlée à leur formation, et qui venait à Londres pour exposer au général de Gaulle ses propres vues sur la situation politique en France.

Jean Moulin, après avoir été le plus jeune sous-préfet de France, était entré au ministère du Front populaire comme directeur du cabinet de Pierre Cot. Au moment de la guerre, il était préfet de Chartres. Abandonné de tous ses collaborateurs pendant la débâcle, il improvisa une administration, nomma un maire, fit marcher les services publics par des moyens de fortune. Les Allemands trouvèrent en arrivant à Chartres cette chose presque unique au nord de la Loire : une ville en ordre, des administrateurs à leurs postes.

Une des premières manifestations des autorités occupantes fut de vouloir faire signer au préfet une déclaration infamante pour l'armée française. Comme il refuse, Moulin est jeté en prison, soumis aux pires humiliations. Il refuse encore et tente de s'ouvrir la gorge avec un morceau de carreau dans sa cellule. Emmené à l'hôpital, il apprend, à sa guérison, que les Allemands renoncent : il reprend ses fonctions... mais pas pour longtemps. En novembre, le gouvernement de Vichy le fait révoquer. Hommage inattendu, le jour de son départ, il est convoqué à la *Kommandantur* : devant les hommes au garde à vous, le commandant de la place vient le saluer : « M. Moulin, vous êtes un grand Français »...

À peine en zone libre, il décide de parvenir jusqu'à Londres. Réfugié à Marseille sous des faux noms – il aura été un des premiers « clandestins », en cette époque de semi-liberté... –, il prépare son départ à travers les pires difficultés. Il prend contact avec quelques rares personnalités de la Résistance, quelques membres de Liberté. Il voit Frenay une fois.

Les formalités de départ traînent. Un à un, il obtient les visas nécessaires. Entre-temps, convoqué comme témoin à décharge, il va déposer au procès de Riom. Enfin, tout est prêt. Rares sont ceux qu'il met au courant de ses projets : voir le général de Gaulle et revenir travailler pour lui en France. Tous sont sceptiques : « Une fois "là-bas" vous ferez comme les autres – vous resterez »...

Le 9 septembre 1941, Moulin quitte la France. Cousu dans la poignée de sa valise, le seul document qui lui permettra de se faire reconnaître à Londres : sa carte de préfet.

Chapitre VIII

Le problème de l'action

Si la France s'avérait en 1941 un terrain privilégié pour le service de renseignements, il devenait évident en même temps que la condition même de son exploitation rationnelle était la mise sur pied d'organismes d'action susceptibles de former et d'encadrer, d'orienter et de soutenir la résistance naissante et particulièrement d'assurer entre elle et la France libre des liaisons régulières.

En effet, si la France libre avait besoin, pour plaider auprès des Alliés la cause nationale, de l'appui avéré de la Résistance, celle-ci de son côté ne pouvait se passer de la France libre qui assurait la direction militaire, par le contact avec le haut commandement allié et la direction civile, grâce à la continuité d'une politique et d'une diplomatie française. À Londres, l'état-major du général de Gaulle, puis le Comité national français (et plus tard le CFLN et le GPRF) avaient seuls la possibilité d'étudier et de résoudre en toute liberté et selon les vrais intérêts du pays les problèmes de la France, tant pendant les hostilités que dans l'après-guerre immédiat.

D'autre part, le vœu du général de Gaulle, sa mission telle qu'il la concevait, avaient toujours été de représenter aussi exactement que possible la France, résistante et fidèle, et il s'efforça sans cesse d'en comprendre l'évolution politique et sociale, de manière à ne pas en trahir les aspirations légitimes. Or cette évolution ne pouvait être sentie, comprise et surtout vécue que par un contact étroit entre la Résistance et Londres, contact qui dépassait largement les cadres d'un SR technique et qui réclamait l'envoi de délégués auprès des mouvements en France et de représentants de la Résistance à Londres.

Aussi, avant même que les derniers obstacles soulevés par les hésitations des services britanniques fussent vaincus, le chef du SR se mettait au travail avec son équipe pour étudier les modalités de l'action en France.

Il apparut tout de suite que cette action revêtirait deux formes bien distinctes : d'une part, elle aurait pour but de s'opposer à l'envahisseur par des moyens militaires – le sabotage, l'action immédiate, les coups de main – ; d'autre part, elle tendrait à faire l'union des Français patriotes autour d'un idéal commun, afin de constituer une atmosphère morale et politique dans laquelle la lutte pourrait être reprise simultanément par l'ensemble de la nation.

Un grand nombre d'arguments militaient en faveur d'un cloisonnement entre ces deux formes d'action. Ceux qui étaient prêts à se battre, à s'exposer à la fusillade, à manier l'explosif et la grenade n'étaient pas forcément les plus aptes à rallier des sympathisants, à formuler dans les journaux clandestins les actes de foi de la Résistance, ni à noyauter les administrations publiques et les ministères de Vichy. D'autre part, les risques courus par les uns et les autres étaient d'une nature très différente et il eut été criminel de les cumuler inutilement. Le risque

des premiers était immédiat, violent et limité dans le temps – celui des seconds était beaucoup plus généralisé et sa menace croissait en même temps que la durée de leur travail.

En résumé, l'action en France posait dans son application sur le terrain un double problème de recrutement et de liaison : recrutement et envoi de saboteurs et d'instructeurs de sabotage, mise en place des organismes de liaison avec ces éléments mobiles ; recrutement d'autre part, et envoi d'officiers de liaison auprès des mouvements de résistance, assurant l'acheminement vers la France des documents d'informations nécessaires et l'acheminement vers Londres des suggestions, projets et études de la France résistante.

Dans son élaboration à Londres, l'action en France posait également un double problème de liaison avec les services britanniques et de coordination intérieure.

Jusqu'en été 1941, les services britanniques s'occupant de l'action clandestine dans les territoires occupés avaient refusé d'entrer en contact avec le SR du général de Gaulle et ce ne fut qu'en septembre 1941 que des pourparlers s'engagèrent, aboutissant à l'accord du 10 octobre 1941 établissant les liaisons régulières entre la section Action du SR et la section *SOE* de l'*Intelligence Service*. Ce retard s'explique d'une part par l'existence d'une section française de *SOE*, travaillant sans liaison avec la France libre et peu désireuse de reconnaître une rivale, d'autre part, et sur un plan plus large, par la position encore précaire du général de Gaulle, auquel le gouvernement britannique ne désirait pas encore donner son plein appui politique. Toutefois, au cours de l'hiver de 1941-42, d'excellentes relations s'établirent entre les jeunes officiers du SR de la France combattante et les officiers britanniques de *SOE*. Dans la tâche neuve et passionnante qui les unissait, les uns et les autres mirent tout leur cœur et tout leur dévouement.

Mais si la section française de *SOE* s'inspirait, en matière de propagande et d'information politique, des directives du *Foreign Office*, il importait qu'un service de la France combattante fût en mesure de dégager et d'exposer la doctrine politique du général de Gaulle. On se préoccupa en conséquence de créer un organisme susceptible de donner des directives dans ce domaine aux exécutants, c'est-à-dire à la section Action du SR.

Le chef du SR exposa cette préoccupation dans une note du 24 juillet 1941.

En septembre 1941, la constitution du Comité national français venait couronner et consacrer l'évolution politique de la France libre et le Commissariat national à l'Intérieur, dont le titulaire fut M. Diethelm, se trouva tout naturellement désigné pour orienter politiquement l'action en France. De ce fait, il se trouvait amené à rechercher un contact de plus en plus étroit avec les organes militaires et exécutoires du SR, puis du BCRA.

Chapitre IX

Les premières missions de liaison avec la Résistance (1940-1941)

Les officiers chargés à Londres de remettre la France dans la guerre eurent à résoudre bien des difficultés. Pour eux en effet, il ne s'agissait pas simplement de traverser la barrière matérielle de l'Occupation, il s'agissait par-dessus tout de lutter contre cet esprit de défaite qu'avait mis à l'ordre du jour le gouvernement de Vichy. Il fallait forcer le silence qui pesait sur tout ce qui pouvait rappeler aux Français qu'autrefois ils avaient été, eux aussi, des soldats et qu'alors comme maintenant, l'Allemand était l'ennemi et, à plus ou moins longue échéance, le vaincu.

D'aucuns le savaient et la manifestation du 11 novembre 1940 à Paris en fut un éclatant témoignage. Mais comment joindre ces hommes de bonne volonté, dispersés çà et là et que l'impression d'être livrés à eux seuls allait un jour ou l'autre abattre ? Comment, non pas seulement empêcher les Français d'accepter et de se soumettre, mais surtout, une fois redressés et rebellés, les entretenir et les confirmer dans leur foi ? En bref, le commandement se devait d'entretenir l'esprit de guerre, [de] susciter de nouveaux patriotes, [de] maintenir en action ceux qui avaient déjà pris parti et, second point, [de] coordonner des actes encore épisodiques, [de] réunir les individus, [de] créer des mouvements d'ensemble.

Dans l'immédiat, cette seconde tâche était impraticable : comment placer les officiers de liaison auprès de mouvements qui n'existaient pas encore ou que l'on ne connaissait pas ? La seule action possible, c'était de prêcher par l'exemple, d'envoyer depuis Londres des équipes de saboteurs, dont les opérations, coûteuses peut-être et sans doute peu efficaces, feraient naître, à défaut d'un malaise entre Français et Allemands, le mythe d'une résistance mystérieuse et agissante. Le but était modeste et en quelque sorte gratuit ; sa réalisation permit, au bout d'un an, de cristalliser un certain nombre de mouvements métropolitains.

Les raids

Trois équipes furent parachutées en France, sans comité de réception, pendant l'année 1941. Le 15-16 mars 1941, cinq hommes, le capitaine Berger, les sous-lieutenants Petit-Laurent, Forman, Le Tac et Renault (mission Savannah) sont largués dans la région de Vannes. Ils doivent immobiliser le trafic aérien du camp allemand de Meucon, en tuant tous les pilotes. Les services de renseignements avaient appris, en effet, que ceux-ci étaient transportés en totalité par un car dont l'horaire et le trajet avaient été rapportés avec précision. Par suite d'une erreur, le car ne sauta pas et les cinq hommes, qui se sont dispersés le 21, se retrouvent 10 jours plus tard pour s'embarquer à bord du sous-marin *Tigris* dans la nuit du 4 au 5 avril, à l'exception de Joël Le Tac, oublié sur le rivage.

Dans la nuit du 11 au 12 mai, trois repartent : le lieutenant Forman, Fraichin et Varnier. L'objectif de la mission Joséphine B est la centrale électrique de Pessac. L'équipe, après un

premier échec, a en vain attendu d'être réembarquée sur la plage de Mimizan. Obligée de rester en France, elle fait une nouvelle tentative et, dans la nuit du 8 au 9 juin, les trois hommes, auxquels s'était joint Joël Le Tac, retrouvé entre-temps, font sauter 6 transformateurs sur les 8 de la station, puis se dispersent conformément aux consignes.

Le 8-9 juillet, c'est au tour de la mission Torture, composée de l'organisateur Labbit et du radio Tab W, d'être parachutée en Normandie. Ils ne peuvent atteindre le réseau Lucas, qui devait leur donner leurs instructions, et se séparent. Labbit, descendu seul en zone non occupée, réussit cependant à retrouver Lucas, puis Forman, dans la seconde quinzaine de juillet.

Or, maintenant qu'il était en France, Labbit voulait accomplir une mission. Il se servit donc du poste radio de Lucas et monta une opération Lysander, afin de recevoir un radio et renvoyer en Angleterre l'équipe Joséphine B. Par suite d'une erreur de Forman, l'opération ne put avoir lieu et c'est en passant la frontière espagnole par leurs propres moyens que les hommes durent rentrer. Le 3 août, Varnier et Lencement (nouvelle recrue) quittent Banyuls, tandis que Fraichin, qui devait les rejoindre à la sortie de la ville, est arrêté par la police. Le 11, Forman, Le Tac et Labbit, à leur tour, passent en Espagne par L'Hospitalet et rejoignent Barcelone.

L'exécution des voyages aller et retour de ces trois missions ne s'était pas faite sans accrocs : Le Tac avait été oublié sur le rivage en mars 41 ; Forman et ses hommes n'avaient pu s'embarquer en mai 41 et tous les quatre, ainsi que Labbit, n'avaient pu profiter de l'opération aérienne projetée pour la fin juillet 41. Cependant, ces échecs eurent leur utilité, car tout ce temps passé en France leur permit de rencontrer des gaullistes. Le Tac prit des contacts en Bretagne, Varnier, qui avait rendez-vous avec Fraichin à Montpellier et qui allait y être rejoint par Forman, tomba sur un mouvement appelé Liberté ; Labbit, enfin, découvrit dans la région d'Agen et de Toulouse un certain nombre d'hommes décidés à se grouper (le futur réseau Bertaux).

Tous ces renseignements permirent de modifier les plans du commandement : les gens de Londres n'étaient plus seuls.

Les contacts

Une note datée du 24 juillet 1941 et adressée par le commandant Passy au général Petit prévoyait la création d'une section Action pour mettre à la disposition du général de Gaulle les mouvements de résistance nés spontanément en France. Constituée officiellement le 10 octobre 1941, mais fonctionnant en fait depuis deux mois, la section allait envoyer en quatre mois neuf missions principales, ayant toutes un objectif identique : organiser des réseaux d'action en utilisant [soit] les groupes déjà formés et qui attendaient de Londres du matériel et des instructions, soit les individus isolés, qui cherchaient à s'enrôler et à s'organiser militairement.

Le 29-30 août, Cip (Lencement) part prospecter la région de Vichy (mission Trombone) ; le 6-7 septembre, c'est au tour de Laverdet, chargé de prendre des contacts avec les communistes, et de son radio Red X : ils auront pour centre la région parisienne (mission Dastard) ; Labbit et son radio Furet reprendront le contact avec Bertaux (mission Fabulous, partie le 10-11 septembre) ; le 10-11 octobre, Barter I (Donnadieu) et son radio Laurent sont largués près de Bordeaux pour rechercher une organisation du Sud-Ouest qu'ont signalée Berger et Forman (mission Barter) ; le 13-14 octobre, Labbit et Bertaux attendent sur le terrain Forman et son radio Périou, qui assureront la liaison entre Londres et Liberté (mission Mainmast B) ; Joël Le Tac et son radio Joe X sont déposés en vedette à St-Pabu le 13-

14 octobre (mission Overcloud) ; Léo (Léon Morandat) va assurer une mission pour le compte du Commissariat national à l'Intérieur (mission Outclass, départ le 6-7 novembre) : il est chargé en particulier de prendre contact avec les milieux socialistes et syndicalistes ; Guy Stinchambert, de la section belge du SOE, est largué le 8-9 novembre entre Nivelles et Namur (mission Musjid) ; enfin Tom (Tupet) et son opérateur Piet (Tom W) sont parachutés le 8-9 décembre près de Châteauroux pour se mettre à la disposition du réseau de Pierre (mission God).

Le travail des différentes équipes semblera s'effectuer normalement et même, dans certains cas, heureusement, puisque Fraichin, qui n'avait pu passer en Espagne, ayant été arrêté, fut récupéré par Forman, de passage à Paris, puisque, d'autre part, les contacts radio avec Londres furent établis au bout de 15 jours environ (Mainmast B 10 jours, Dastard 23 et Overcloud 27). Quant aux liaisons avec les mouvements, elles furent encore plus rapides : Forman par exemple voyait à Montpellier Teitgen (*alias* Tristan) 4 jours après son arrivée, et à Lyon, de Menthon (*alias* Joyeuse), le chef de Liberté, dès le 26 octobre.

Pourtant, rapidement, on eut à enregistrer des incidents : tous les parachutages ne furent pas réussis. Dans la nuit du 8 au 9 novembre, le radio Koenigwerther (mission Trout), envoyé auprès de Cip, tomba dans une ferme et dut fuir, abandonnant son poste, ce qui fut, évidemment, moins grave que l'atterrissage de la mission God : Tom W s'y brisa la cheville et Tom, faisant une chute particulièrement dure, perdit la mémoire et ne se souviendra plus du but précis de sa mission.

En outre, des imprudences furent commises : Tristan avait confié à Forman, lors de son premier passage à Montpellier en juillet 1941, la liste des membres de Liberté ; or, un télégramme de Londres daté du 8 novembre 1941 apprenait à ce dernier que cette liste avait été photographiée par la police de Vichy, alors qu'il en avait la responsabilité : il fallait s'attendre à plus ou moins brève échéance à de nombreuses arrestations. De fait, le 11, Forman et Labbit ainsi que leur radio reçoivent l'ordre de remonter à Paris et peu de temps après leur départ, la police rafle quelques membres de Liberté et le réseau Bertaux en entier ; mais si Joyeuse, emprisonné, est remis en liberté, il n'en est pas de même de Bertaux, de Jean Cassou, de Camus, de Furet, le radio de Labbit, et de tous leurs camarades. Seul Périou, qui avait été arrêté le 8 décembre, réussit à s'évader.

Le plan des opérations était donc détruit et au surplus, il y avait lieu de craindre que les hommes réunis à Paris ne manquent d'entente entre eux.

Dans le Midi, la seule équipe encore en place est celle de Barter ; Forman la convoque et comme Donnadiou vient seul au rendez-vous, il envoie un agent de liaison de Joël chercher Laurent à Bordeaux, puis, s'avisant qu'il est à court d'argent, il donne l'ordre à Donnadiou d'aller chercher tout ce qu'il possède et au reçu des fonds, il le congédie.

À Paris, il reste Dastard et Joël. Forman, désœuvré, entreprend une refonte générale, en réunissant, vers le 15 décembre 1941, un Comité d'action en France, auquel prennent part Joël et son frère Yves Le Tac, Labbit, etc. La tentative n'offre pas d'intérêt ; tout tourne au gâchis.

Au terme de l'année 1941, un certain nombre de missions ont pu être envoyées de Londres, mais les résultats ont en un sens trompé l'attente du commandement. Dans les prochains mois, on ne trouvera plus d'équipes envoyées pour réaliser un sabotage précis et limité, tout au plus doit-on noter la mission Pilchard, parachutée dans la nuit du 5 au 6 mai 1942, dont les membres, Clastère, Gaudin et Bodhaine, feront sauter dans la nuit du 9 au 10 les antennes du poste radio d'Allouis.

Quant aux équipes chargées des liaisons, elles sont partiellement rappelées à Londres pour être reprises en main. Joël Le Tac dirigera l'opération de St-Pabu dans la nuit du 6 au

7 janvier 1942 et au total, 7 agents regagnent l'Angleterre, à savoir : Joël et son frère Yves Le Tac, Labbit, Forman et 3 agents recrutés en France, Paul Simon, Riquet et Bertrand. Fraichin, que Forman avait reçu l'ordre d'emmener avec lui, est laissé sur place, confié à Laverdet qui, en outre, prend en compte Laurent, radio de la mission Barter, et Périou, radio de la mission Mainmast B.